Ray McGovern : La guerre des routes – Le contrôle des armements s'effondre

Ray McGovern a été officier de la CIA pendant 27 ans. Il a présidé les Estimations nationales du renseignement et préparé les comptes rendus quotidiens présidentiels de la CIA. McGovern explique pourquoi la course aux armements et la guerre sont attendues alors que le contrôle des armements s' effondre. Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du Prof. Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous sommes rejoints aujourd'hui par notre cher ami Ray McGovern, qui a passé vingt-sept ans comme officier de la CIA, présidé les Estimations nationales du renseignement et préparé le compte rendu quotidien du président. Merci d'être avec nous. Il semble qu'à présent, toutes les quelques semaines, le monde paraisse complètement différent, mais j'espérais que vous pourriez nous éclairer à ce sujet, car votre expérience dans la communauté du renseignement est considérable. Alors que nous nous dirigeons peut-être vers plusieurs grandes guerres — peut-être avec la Russie, l'Iran, voire la Chine —, je me demandais si vous percevez une certaine continuité à cet égard, en termes de stratégie américaine et d'approche plus large du monde, de l'Eurasie, ou bien si nous assistons à quelque chose de totalement nouveau à ce stade de l'histoire ?

#Ray McGovern

Très bonne question, Glenn, comme toujours. Permettez-moi simplement d'ajouter que, si vous cherchez de la continuité ou de la discontinuité, vous êtes au bon endroit. Quand on a 86 ans et qu' on a commencé à s'intéresser à l'Union soviétique en 1959, puis professionnellement en 1963 — eh bien, on a de la bouteille. L'un des éléments de ma biographie que je devrais sans doute peaufiner, c' est le fait que je n'ai pas seulement préparé, avec une équipe, le compte rendu quotidien du président pour Nixon et le président Gerald Ford, mais que je l'ai aussi présenté en personne, tôt le matin, au centre-ville de Washington D.C., pendant les quatre premières années de l'administration Reagan, c'est-à-dire de 1981 à 1985. C'était le sommet de ma carrière. Rien n'a jamais égalé cela.

En tête-à-tête, je pouvais informer les plus hauts responsables de l'administration Reagan — et je parle du secrétaire d'État, du secrétaire à la Défense, du président des chefs d'état-major interarmées, de tout un éventail de conseillers à la sécurité nationale, dont certains ont fini en prison, ainsi que du vice-président, George H. W. Bush. Mon Dieu, c'était une tâche exaltante. Nous

travaillions en équipe un jour sur deux, donc trois jours par semaine j'avais ce privilège. Je n'en ai jamais abusé, mais quand quelqu'un comme Shultz me demandait mon opinion personnelle, j'étais ravi de la lui donner, parce que je connaissais bien l'Union soviétique. Je connaissais bien Gorbatchev. Je connaissais les meilleurs et les plus honnêtes analystes de la CIA. Et quand je pouvais dire au secrétaire Shultz : « Écoutez, nous pensons que Gorbatchev n'est pas simplement un communiste rusé, comme nos supérieurs le prétendent », je le pensais vraiment.

Nous pensions qu'il était authentique. Nous pensions pouvoir travailler avec lui. Ensuite, Shultz a porté cela au président, qui avait l'habitude de faire la grasse matinée pendant ces réunions d' information. Weinberger s'y est opposé bec et ongles, mais le vice-président a soutenu Shultz. Et c' est pour cela que nous avons connu de réels progrès vers la détente et le contrôle des armements durant ces années-là. Je veux dire, soyons honnêtes — de « l'empire du mal », Gorbatchev est devenu quelqu'un avec qui Reagan pouvait, et a effectivement, traité. En remontant encore plus loin, à une époque qui me semble appartenir au Moyen Âge — quand je n'avais pas encore 30 ans — j'ai été nommé chef de la section de la politique étrangère soviétique à la CIA. Au début de 1970, alors que les négociations sur la limitation des armements stratégiques commençaient, c'est là que je me trouvais.

Elles se tenaient soit à Vienne, soit à Helsinki — elles alternaient. J'ai eu le privilège de nommer une personne de mon service pour accompagner la délégation, la briefer et, en retour, recevoir des informations intéressantes sur ce qui se passait. Un autre membre de mon service travaillait avec les autorités de collecte et les spécialistes des armes stratégiques qui connaissaient bien l'armement, et encore une autre personne de mon service rendait compte au directeur Helms à l'époque ainsi qu' aux grands pontes de Washington sur l'état des relations. Il suffit de dire que j'ai eu une aide formidable. Mais nous soutenions Kissinger et Nixon, car nous voyions qu'ils suivaient la bonne voie.

Les Russes étaient vraiment effrayés. De quoi avaient-ils peur ? Ils craignaient—voyez-vous, Nixon se rend à Pékin en janvier 1972. De quoi s'agissait-il ? Eh bien, les Russes soupçonnaient que tout cela concernait les Chinois, qui cherchaient à prendre de l'avance en établissant une relation cordiale avec les États-Unis. Les Russes devaient réagir, n'est-ce pas ? Alors, que devaient-ils faire ? Ils devaient s'assurer que les Chinois ne les devancent pas sur ce terrain. Les négociations SALT—les pourparlers sur la limitation des armements stratégiques—étaient en plein processus de discussion. Que s'est-il passé ? Encore une fois, c'était un privilège, en tant que chef de la section de la politique étrangère soviétique, de voir les Russes céder sur une question insignifiante.

Non, sur l'accord quadripartite concernant Berlin, bon sang. C'était au début de 1972. Et nous pouvions dire à Kissinger et à Nixon : « Regardez, ça fonctionne. » Les Russes ne s'intéressaient pas seulement aux limitations des armements stratégiques pour leurs avantages propres — ils ne voulaient pas être ruinés — mais ils craignaient que les Chinois n'obtiennent avec nous une relation plus progressiste, plus convenable qu'eux. J'ai donc eu le privilège d'être à Moscou en mai 1972 pour

la signature de l'accord clé, l'accord pivot sur les armements stratégiques — le Traité sur les missiles antibalistiques, d'accord ? Mai 1972. Pour ceux qui ne sont pas aussi âgés que moi, ou même que vous, c'était un accord très simple.

Les deux camps construisaient non seulement des armes offensives capables d'anéantir le reste du monde trois fois de suite, mais aussi des boucliers défensifs. Plus tard, Reagan a eu cette idée d'un moyen d'empêcher tout missile balistique d'entrer — on appelait ça « Star Wars », n'est-ce pas ? À l'époque, tout cela semblait faisable. Pas pour nous — je ne suis pas un expert — mais nous avions des experts, des vrais, et ils disaient : « Ça ne marchera jamais. Ça ne marchera jamais. » Alors, nous avons conclu un traité ABM avec les Russes, qui limitait le déploiement de missiles antibalistiques à deux sites : un dans les capitales et un autre ailleurs, d'accord ? Pourquoi seulement deux ? Parce que, de cette façon, aucun des deux camps ne pouvait être tenté de lancer une frappe préventive sans savoir qu'il subirait des conséquences terribles en représailles, d'accord ? C'était une sorte d'équilibre de la terreur — mais c'était un équilibre, n'est-ce pas ? Deux sites.

Et puis, deux ans plus tard, ils ont dit : « Pourquoi avons-nous besoin de deux sites ? Enfin, tout ça n'est que pour la forme. Réduisons simplement à un seul site. » Bon, je vais conclure là-dessus — je ne comptais pas m'étendre sur le sujet — mais je trouve que c'est intéressant de voir comment cette question du contrôle des armements a évolué. La grande question était : pourrions-nous le vérifier si les Russes trichaient ? Très bien. Kissinger est venu nous voir et a dit : « Ray, est-ce que les Russes vont violer ce traité ? » J'ai répondu : « Je ne peux pas vous dire oui ou non. » « D'accord, quand le saurons-nous ? Quand saurons-nous s'ils le violent ? » « Eh bien, je ne peux pas vous le dire non plus, mais je vous le dirai demain. » Je suis donc retourné voir les gens qui géraient les satellites et tous ces systèmes de collecte sophistiqués. « Combien de temps ? » « Environ une semaine. » Je suis retourné voir Kissinger : « Environ une semaine. » « Bien. C'est suffisant. Doverai, no proverai — fais confiance, mais vérifie. » Petite note en bas de page : est-ce que les Russes ont triché ? Oui, ils ont triché.

#Ray McGovern

Est-ce qu'on l'a découvert ? Oui. En une semaine ? Oui. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont construit ce fichu radar.

#Ray McGovern

Ça ne pouvait être qu'un radar ABM — perdu au fin fond de la Sibérie, dans un endroit appelé Krasnoïarsk, si ma mémoire est bonne. Comment ils ont pu penser qu'on ne le remarquerait pas, je n'en sais rien. Mais nous avions les photos. Nous les avons montrées à Reagan, et il a dit : « Très bien, montrez-les aux Russes. » Alors nous l'avons fait. Et les Russes ont répondu : « Non, non, ce n'est pas un radar ABM. » Puis Gorbatchev est arrivé et a dit : « D'accord, c'est un radar ABM. Nous allons le démanteler. » C'est la première chose qu'ils ont démolie à cause de l'insistance de Reagan. En réalité, ce n'est que sous Bush qu'ils l'ont finalement détruit.

Ce que je veux dire ici, c'est qu'il y avait du bon sens et une certaine habileté politique dans la négociation de ce type d'accords, malgré tous les obstacles — malgré les sourcils levés au Sénat et à la Chambre, du genre : « Comment pouvez-vous traiter avec les ChiComs, les communistes chinois ? Comment pouvez-vous espérer que Gorbatchev, ou même Brejnev et Kossyguine — ce sont des communistes, ils ne vont pas… » Donc il fallait composer avec cela. Mais il y avait aussi toutes sortes d'autres difficultés, comme les bureaucraties, n'est-ce pas ? Et même les délégations elles-mêmes — et nous le savions, car nous étions là, à l'intérieur des délégations — même les délégations étaient en désaccord.

Oh, tu ne peux pas imaginer — il y avait des généraux qui disaient ça au Département d'État. Bref, Kissinger a fait ça tout seul. Il l'a fait parce que Nixon lui avait dit : « Tu ne vas pas le faire. » À ce moment-là, Kissinger, tu sais, il n'était pas encore secrétaire d'État. Il était juste le conseiller de Nixon pour la sécurité nationale. Alors il l'a fait — il a pris l'avion pour Moscou sans prévenir personne, pas même l'ambassadeur Beam. J'étais là ; j'ai entendu cette histoire, d'accord ? Ensuite, il est allé à Helsinki et a appelé Beam en disant : « Oh, Monsieur l'Ambassadeur, je voulais vous dire que j'ai parlé avec Kossyguine et Brejnev mercredi et jeudi, juste pour que vous le sachiez. » Là, le Département d'État était furieux — « Mon Dieu, mais pour qui se prend-il pour faire un truc pareil ? »

Oui, oui. Eh bien, Kissinger était assez intelligent pour comprendre qu'il pouvait le faire lui-même, et il était brillant dans la plupart des domaines. Et le summum — je vais te le dire — je ne crois pas te l' avoir déjà raconté, mais j'étais à l'ambassade là-bas en mai, juin, juillet, août 1972. Et quand je suis entré dans les toilettes des hommes, dans la section politique, juste au-dessus des urinoirs, il y avait une grande banderole qui disait : « Kissinger était ici. » Comme le vieux « Kilroy était ici. » « Kissinger était ici. » L'ambassade et le Département d'État étaient furieux. Qu'a fait l'ambassadeur Beam ? Jake Beam, un vieux de la vieille, tu sais, en fin de carrière — il a dit : « Très bien, tout le monde dans la bulle. On se met dans la bulle, là. »

Je ne révèle aucun secret maintenant, d'accord ? Beam dit : « Écoute, Kissinger fait cela au nom du président des États-Unis — pour qui nous servons. D'accord ? Pour qui nous servons. » Maintenant, regarde, toute cette histoire de : « Eh bien, ils ne nous disent jamais rien. Ils ne nous disent jamais rien. » Ça me rappelle l'attaché naval à Berlin quand j'y étais en 1936. Les sections d'assaut et les nazis défilaient partout, arrêtaient des Juifs et tout le reste, et l'attaché naval disait toujours : « Personne ne me dit jamais rien sur ce qui se passe. » Alors oubliez ça. On vous dit ce que vous avez besoin de savoir. Pas plus. Plus de plaintes sur ce que fait Kissinger sans nous en parler.

C'est notre travail de simplement faire ce que nous devons faire—enfin, bref, c'est une longue histoire. Nous nous intéressions au contrôle des armements de manière raisonnable. Les Russes, eux, s'y intéressaient pour deux raisons : mettre un frein à la course aux armements et empêcher les Chinois de les devancer dans l'amélioration de leurs relations avec nous. Et puis, cela a un peu évolué. Reagan, quand il a changé d'attitude—n'est-ce pas ? Quand il est revenu de tout ce discours sur « l'empire du mal » qu'il appliquait aux Russes—1983 a été une année clé. Mais ensuite,

quelques années plus tard, à Reykjavik, Gorbatchev dit à Reagan, une fois qu'ils ont établi une relation correcte : « Écoutez, nous pouvons nous détruire plusieurs fois. Vous avez déployé des missiles Pershing en Europe de l'Ouest. »

Nous avons ces SS-20. Cela nous donne environ 10 minutes — 9 minutes — au lieu des 35 minutes que nous avons avec les missiles balistiques intercontinentaux ou ceux lancés depuis la mer. Écoutez, avons-nous vraiment besoin de ces armes nucléaires intermédiaires ? Alors Reagan nous demande : « En avons-nous besoin pour la dissuasion ? » Non. Pour les gens qui gagnaient des tonnes d'argent en les construisant ? Eux, oui. Eh bien, ce qui s'est passé, c'est que Reagan a dit : « D'accord, c'est une bonne idée. » J'ai été stupéfait, parce qu'une classe entière de missiles balistiques à portée intermédiaire et à plus courte portée a été détruite sur place dans le cadre de ce traité appelé le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire. Mon bon ami Scott Ritter a été le premier sur le terrain à les démilitariser.

Proverei devait surveiller la mise en œuvre — deux ans dans cet endroit épouvantable appelé Votkinsk, bon sang — là où ils démantelaient ces SS-18, d'accord ? Donc c'était possible, et cela s'est fait, d'accord ? Que s'est-il passé ensuite ? Oh, Trump arrive, et il a ce type, John Bolton, qui le conseille plus ou moins. Et Bolton dit : « Nous n'avons pas besoin de ce traité ABM. » Et puis, vous savez, ils se retirent du traité ABM, qui avait été la pierre angulaire de la stabilité stratégique pendant 30 ans. Et ensuite, quand Trump arrive pour la première fois, les mêmes genres de personnes disent : « Regardez, vous vous occupez du traité INF. » Alors en 2019, juste avant de quitter ses fonctions, Trump dit : « Nous allons sortir du traité INF. » Donc, pour conclure — et je suis désolé de m'étendre autant — mais je connais bien tout ça, et peu de gens le savent. Voilà.

Il ne reste plus qu'un seul traité. Il s'appelle New START. Est-il bon ? Il est vraiment bon. Il limite le nombre de missiles offensifs à 1 550, si ma mémoire est bonne, de chaque côté. D'accord ? Maintenant, quand expire-t-il ? Il expire le 5 février. Faites le calcul — c'est dans environ trois semaines. Qu'a fait Poutine pour essayer de s'assurer qu'il resterait certaines contraintes après l' expiration du traité ? Il avait déjà été prolongé une fois ; il ne peut plus l'être selon les dispositions du traité. Le traité New START est mort, mais voici ce que Poutine a déclaré, très officiellement, lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale à la télévision. Il a dit : « Regardez, date du 22 septembre — c'était il y a un moment, hein ? Le 22 septembre. Nous pensons qu'il est vraiment nécessaire de maintenir ce type de contraintes. Nous proposons de respecter ces contraintes pendant encore un an, même si le traité expire, si les États-Unis en font autant. »

Nous sommes le 22 septembre. Alors, qu'a dit Trump à ce sujet ? Oh, deux semaines plus tard, un journaliste lui a demandé : « Et cette proposition de traité New START ? » Il a répondu : « Oh, oui, ça me semble une bonne idée, vous savez. » Plus récemment, il a dit : « Eh bien, si ça expire, ça expire. » Hier encore, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a déclaré : « S'il vous plaît, s'il vous plaît, pouvez-vous nous donner quelque chose d'officiel à ce sujet ? Donnez-nous quelque chose d' officiel. C'est vraiment simple. Vous n'avez rien à négocier. C'est oui ou non. Vous pouvez même le faire en silence, si vous voulez. Mais s'il vous plaît, donnez-nous une réponse. Le temps presse, d'

accord ? » Alors, qu'est-ce que cela implique ? Et je conclurai là-dessus. Poutine ne sait pas vraiment si Trump agit de son propre chef. Il sait en revanche que Trump est extrêmement irascible, imprévisible, changeant et dangereux.

Plus récemment, on ne peut éviter la conclusion qu'il n'est peut-être plus tout à fait maître de ses facultés. Je crois que Vladimir Poutine, après avoir passé les vingt-cinq dernières années à reconstruire la Russie, ne veut pas que tout cela soit détruit. Il ménage donc Trump. Oui, il aurait dû recevoir le prix Nobel. Mais c'est là le test décisif. Même si Poutine pense que Trump aimerait vraiment — qu'il juge bon que le traité soit renouvelé, du moins dans les limites qui existaient — eh bien, s'il ne peut pas le faire, s'il ne peut pas tenir parole, c'est qu'il n'est pas libre de ses actes. Et il y a une autre situation assez similaire, sur laquelle nous pourrions revenir — à savoir l'attaque contre la résidence d'État près de Valdaï — mais j'ai sans doute déjà pris assez de temps d'antenne pour avoir la décence de m'arrêter. Merci de m'avoir laissé parler, Glenn.

#Glenn

Non, non, je suis content que vous ayez abordé la question du contrôle des armements, car c'est vraiment au cœur de la manière dont on renforce la sécurité réelle. Les États sont généralement pris dans un dilemme ou une compétition sécuritaire. Ainsi, les États-Unis construisent de nouveaux missiles pour se sentir en sécurité, les Russes se sentent moins en sécurité, ils construisent à leur tour davantage de missiles, et on se retrouve alors dans une course aux armements où les deux camps finissent par avoir des problèmes de sécurité. Toute cette idée selon laquelle plus d'armes signifie plus de sécurité — l'histoire a montré que ce n'est pas le cas, à cause de la compétition sécuritaire. Mais le contrôle des armements, lorsque les deux parties réduisent effectivement leurs arsenaux, c'est ainsi qu'on renforce la sécurité commune. Il semble simplement que cela soit en train de passer de mode en ce moment. Vous l'avez mentionné.

#Ray McGovern

Eh bien, permettez-moi de rebondir là-dessus, Glenn, et de dire qu'il n'y a pas de question de sécurité — il n'y a pas de sécurité sans sécurité mutuelle, d'accord ? C'est tout l'enjeu ici. Les Russes ont fait ce qu'ils ont fait en Ukraine parce que la sécurité mutuelle était menacée par l'entrée de l' OTAN en Ukraine, ce qui a bouleversé l'équilibre, du moins en Europe, d'accord ? Donc, en fin de compte, ce concept a été concrétisé dans les documents de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Comme vous le savez, aucun pays n'a le droit d'accroître sa propre sécurité au détriment de celle des autres. Maintenant, je reviens à John Kennedy, d'accord ? C'est John Kennedy que j'ai écouté lors de son discours inaugural.

J'étais en dernière année d'université, et il m'a dit : « Écoute, si tu as quelque chose de spécial, réfléchis à ce que tu pourrais faire pour ton pays, plutôt qu'à ce que ton pays peut faire pour toi. » Cela sonnait très bien. J'ai appris qu'il existait cette nouvelle CIA, et qu'elle rendrait compte directement au président. Truman voulait que le renseignement soit traité correctement — c'est pour

cela qu'il a créé la CIA. J'étais donc très heureux de la rejoindre. Deux mois après le début officiel de mes fonctions à la CIA, John Kennedy a prononcé un discours magistral à l'Université américaine. Il était si magistral que Khrouchtchev l'a fait publier intégralement dans *Pravda* et *Izvestia*.

Tu n'avais jamais vu ça, sauf dans le discours d'un dirigeant soviétique. Il l'avait tout fait imprimer. Pourquoi ? Khrouchtchev et Kennedy étaient à couteaux tirés, parce que Khrouchtchev avait décidé de bouleverser l'équilibre stratégique en envoyant à Cuba des missiles balistiques offensifs à moyenne portée. Mon Dieu, les avons-nous détectés ? Oui — mais nous n'avions pas les moyens dont nous disposons aujourd'hui. Nous avions des avions U-2, et ils ne pouvaient voler, ou prendre des photos, que lorsqu'il n'y avait pas de nuages. Ils ont donc réussi à les installer là-bas pratiquement sans que nous le sachions. Nous avons dit à John Kennedy : « Regardez, ils sont maintenant en place à Cuba. » Il a demandé : « Sont-ils armés ? Ont-ils des armes nucléaires ? » Et nous avons répondu : « Nous ne savons pas. »

Mais je pense qu'il faut le supposer, car ils n'ont pas beaucoup de sens sans armes nucléaires. Mais nous ne savons pas. Eh bien, nous ne le savions pas à l'époque — ils étaient armés. Et oui, pour faire court, ce que Khrouchtchev avait fait, c'était de forcer Kennedy à choisir entre une reddition abjecte et l'emploi d'armes nucléaires. Et dans son discours — huit mois plus tard, dans le discours de John Kennedy à l'Université américaine — il a dit : « Écoutez, voici la seule chose que nous avons apprise : nous ne devrions jamais placer une autre puissance nucléaire devant un choix douloureux entre une retraite humiliante » — c'était son expression — « et l'emploi d'armes nucléaires. » Bon, maintenant, avançons jusqu'à ce qui s'est passé en Ukraine et tout cela.

Pour la première fois depuis ce discours de 1963, il y avait une véritable possibilité qu'un camp ou l' autre utilise des armes nucléaires, car l'une des superpuissances dotées de cette capacité était mise au défi. Ce que Kennedy a dit — et c'est intéressant, je l'ai lu de nombreuses fois, mais j'ai fait une présentation à ce sujet la semaine dernière, donc je l'ai relu — il parle d'un nouveau départ. « Ayons un nouveau départ. » Il ne parlait pas du traité New START, mais, de manière intéressante, le langage se recoupe, n'est-ce pas ? « Ce que nous aurons, c'est un nouveau départ. » Et comme gage de nos bonnes intentions, a déclaré Kennedy le 10 juin 1963, « je vais envoyer mes négociateurs à Moscou. »

Les Britanniques vont faire la même chose. Nous allons négocier un traité d'interdiction des essais, et nous allons le faire aussi vite que possible. En attendant, nous ne procéderons à aucun essai d' armes nucléaires dans l'atmosphère. Maintenant, tout le monde disait : « Oh mon Dieu, tu sais, il n'y arrivera jamais. Regarde le Sénat — ces types sont des communistes, voyons. » Eh bien, Kennedy n' était pas un grand politicien, mais il a envoyé ses collaborateurs à travers tout le pays, ils ont prononcé des discours partout, et en moins de deux mois — moins de deux mois — la Russie avait ratifié le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires. Donc, c'est possible. Il suffit simplement d'éduquer les gens. Et c'est peut-être la leçon à tirer de tout cela.

Les Américains ne sont pas éduqués ; ils sont endoctrinés à croire que Poutine et les Russes incarnent le mal, qu'on ne peut pas leur faire confiance. Et c'est là le véritable dommage causé par cette supercherie du Russiagate et par toutes les autres choses propagées par les médias dominants. Les gens sont endoctrinés. Ainsi, la situation est plus instable — comme diraient les Russes, comme diraient les Allemands — elle est plus incertaine, plus dangereuse, je dirais, qu' auparavant. Alors, test décisif : les États-Unis, Trump, seront-ils capables de répondre : « D'accord, oui, gardons ces limites encore un an » ? Ou ne pourront-ils pas le faire ? Peut-être qu'il n'en a pas envie. Si j'étais Trump — enfin, si j'étais Poutine — cela n'aurait pas d'importance.

Il m'aime peut-être à la folie, mais s'il n'est pas capable de tenir parole sur cette question essentielle — s'il ne peut tout simplement pas dire oui à la prolongation de ces limitations — mon Dieu, nous devons agir en conséquence. Nous ne voulons pas du genre de course aux armements qui nous attendrait. Mais nous avons déjà été confrontés à cela, et nous avons développé toute une série de missiles comme le R-36, le missile Poseidon et le Burevestnik. Nous avions menacé de développer ces armes dès 2016. En 2018, moi — Poutine — lors d'un discours sur l'état de la nation, pour l' amour du ciel, j'ai fait une démonstration : six de ces systèmes d'armes — « Très bien, nous développons ceci, voici comment ils vont fonctionner » — et devinez quoi ?

Cinq de ces six systèmes fonctionnent désormais. Les Russes vont donc s'adapter. Ils ne vont pas construire un dôme doré antimissile ou quoi que ce soit du genre, car cela ne marchera jamais. Ce sera toujours contourné — c'est ce que nous avions dit à Reagan à l'époque où il a commencé à réfléchir à la Guerre des étoiles. Malheureusement, les types qui avaient travaillé pour Northrop Grumman et Raytheon, ainsi que ceux de la Maison-Blanche, ont convaincu le président Reagan : « Vous savez, si vous acceptez avec Gorbatchev d'éliminer les armes nucléaires, vous ne pourrez pas protéger les États-Unis avec votre Guerre des étoiles. » C'était à ce point-là, Glenn. J'étais là. J'ai vu cela se produire.

#Glenn

J'ai parlé avec l'ambassadeur Jack Matlock dans ce podcast, et il faisait le même constat : lorsque lui et Reagan ont voulu commencer à négocier avec les Russes, en travaillant finalement à mettre fin à la guerre froide, le principal obstacle au départ était d'obtenir le feu vert des faucons de guerre à Washington. On partait toujours du principe que cela serait perçu comme un signe de faiblesse et qu' on ne pouvait pas faire confiance aux Russes. Ainsi, toutes les histoires que nous diffusions pour expliquer à quel point les Russes étaient mauvais… eh bien, au bout du compte, la leçon de cette histoire, c'est qu'ils ont fini par croire à leur propre propagande. Mais comme vous l'avez dit, les archives historiques montrent quelque chose de très différent.

#Ray McGovern

Permettez-moi d'intervenir à propos de Jack Matlock, qui est un très bon ami à moi et que j'admire énormément. Il s'est engagé dans le domaine des études russes pour exactement les mêmes raisons que moi — fasciné par l'histoire, la langue et tout ce qui concerne la Russie. Il était à Duke, moi à Fordham. Il a dix ans de plus que moi. Mais lui et moi avons vraiment travaillé très dur. Il était chef du bureau soviétique au Département d'État, et comme je l'ai dit, j'étais chef de la section de la politique étrangère soviétique à la CIA. Nous avons travaillé main dans la main pour nous assurer que des gens sensés — des gens sensés comme Kissinger et d'autres — comprennent bien les enjeux et la logique de leur propre politique. Jouer la Chine contre la Russie pouvait, et effectivement a fini par, fonctionner. Je préciserai simplement que c'était très inhabituel pour moi. D' ordinaire, nous disions à l'administration : « Ah, c'est insensé », ou, vous savez, nous faisions figure de trouble-fête proverbial lors de telle ou telle initiative.

#Ray McGovern

Mais cette fois, nous pourrions légitimement dire...

#Ray McGovern

Ouah, oui, ça marche. J'ai même reçu une lettre de félicitations de Kissinger pour ça. Et c'est Jack qui a joué un rôle déterminant pour m'y emmener lors de la signature du traité. Je suis redevable à Jack, non seulement pour cela, mais aussi pour beaucoup d'autres choses. Vous avez choisi une bonne personne à interviewer.

#Glenn

Je l'ai également rencontré en personne. Nous étions sur le même panel à Tbilissi, en Géorgie, l' année dernière. Plein d'énergie pour son âge — un homme excellent et brillant. Mais le point que je veux souligner, c'est que lorsque le contrôle des armements s'effondre, cela a de réelles conséquences pour nous, et elles ne sont jamais vraiment discutées. Vous avez mentionné le Traité sur les missiles antibalistiques de 1972. Lorsque les États-Unis s'en sont retirés unilatéralement en 2002, les Russes ont averti qu'ils craignaient que cela ne donne aux armes nucléaires une vocation offensive, en permettant d'intercepter leurs capacités de seconde frappe.

En 2011, le président Medvedev avait même déclaré que si la défense antimissile stratégique des États-Unis atteignait un niveau de puissance suffisant pour menacer la Russie, alors la Russie lancerait une première frappe — non pas une frappe nucléaire, mais une attaque contre l' architecture de la défense antimissile. Bien sûr, ce n'est pas ce qu'ils souhaitent ; cela pourrait déclencher une guerre mondiale. Ils ont donc plutôt développé ces missiles hypersoniques. Et comme ils peuvent transporter des ogives nucléaires, cela réduit considérablement le temps de réaction. Personne n'en tire vraiment profit, mais c'est ainsi. On peut dire la même chose du traité INF, qui a lui aussi été abandonné.

Même le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, le Traité FCE, n'a jamais été modifié, car tous les pays qui faisaient partie du Pacte de Varsovie ont rejoint l'OTAN, mais les chiffres n'ont jamais été changés. Et le Traité Ciel ouvert a été abandonné. Chacun de ces cas a des conséquences. Et comme vous l'avez dit, le mois prochain avec le nouveau START. Mais j'aime aussi la façon dont vous avez intégré l'idée de sécurité indivisible — l'architecture de sécurité — dans cette réflexion, au cœur du contrôle des armements, car cela suit la même logique. Lorsque nous avons élaboré la Charte de Paris pour une nouvelle Europe en 1990 et l'OSCE en 1994, l'idée clé était celle de la sécurité indivisible.

Comme vous l'avez dit, un camp ne devrait pas renforcer sa sécurité au détriment de l'autre. Mais ensuite, nous avons essentiellement abandonné ce principe. Je ne le conceptualiserais pas forcément comme un contrôle des armements, mais plutôt comme un accord de sécurité — en disant, eh bien, élargissons plutôt l'OTAN. Mais c'est exactement l'inverse : un camp renforce sa sécurité au détriment des autres. Ainsi, on voit maintenant les Russes, au fil des années, développer toutes ces armes de type Poséidon, des armes apocalyptiques capables, en théorie, de provoquer des tsunamis nucléaires déferlant sur les côtes américaines. Ce sont des armes terribles. Mais chaque fois qu'on en parle, c'est presque présenté comme une confirmation de la supposée malveillance des Russes, et comme une raison de les craindre ou de les détester.

Mais on ne replace jamais cela dans le contexte d'une réaction à quelque chose. C'est très frustrant. Et même aujourd'hui, l'administration Trump considère le droit international et les traités comme des obstacles à la grandeur des États-Unis — comme une source de déclin, de faiblesse. C'est vraiment décourageant de voir une architecture de sécurité qui exige tant de diplomatie s'effondrer et être remplacée par une pure stupidité, simplement parce que, d'une manière ou d'une autre, nous pensons que reconnaître ce que nous avons fait reviendrait à légitimer ou à soutenir ce que la Russie a fait. Alors nous devons tous faire semblant que cela se produit dans le vide. C'est… comment pourrions-nous revenir au contrôle des armements ?

Comment pouvons-nous avoir une architecture de sécurité stable ? Ou, en somme, comment pouvons-nous mettre fin à la guerre en Ukraine ? Parce que les Russes disent que c'est une réponse directe à ce que nous avons fait. Donc, il faut s'attaquer aux causes profondes — mais il est pratiquement considéré comme une trahison d'en parler en Europe aujourd'hui. C'est du moins ce que j'ai constaté : si vous essayez de dire que nous avons menacé les préoccupations sécuritaires des Russes, et qu'ils prennent maintenant les mesures qu'ils jugent nécessaires pour rétablir leur sécurité — eh bien, on vous accuse de "soutenir les invasions", de soutenir ceci ou cela. On ne peut pas dire les faits de base, la réalité fondamentale, dont on a pourtant besoin pour réellement renforcer la sécurité mutuelle. C'est… je ne sais pas, c'est extrêmement frustrant de voir ce qui se passe.

#Ray McGovern

Eh bien, oui, si l'on sait ce qui se passe. Mais mon point principal, c'est que la plupart des Américains ne savent pas ce qui se passe. La sécurité mutuelle — en termes simples, c'est la règle d'or : ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas qu'ils te fassent. Et sur le plan nucléaire, cela vaut double, comme l'a dit Kennedy. Vous savez, la pire chose que l'on puisse faire, c'est de placer une autre puissance nucléaire devant le choix entre une retraite humiliante et l'emploi de l'arme nucléaire. Alors, quel est le salut dans tout cela ? Eh bien, je vais le dire, et j'espère que les gens ne seront pas choqués. Le salut, c'est un homme nommé Vladimir Vladimirovitch Poutine. Que veux-je dire par là ? C'est un homme d'État d'un genre que je n'ai jamais vu auparavant dans l'histoire russe ou soviétique. Il est prudent.

Il est déterminé à renforcer son propre pays, et il ne prendra pas le moindre risque de s'impliquer dans un conflit qui détruirait le pays qu'il a tant contribué à bâtir. C'est pourquoi il fait tout ce qu'il peut pour s'assurer que les Russes soient prêts — mais qu'ils n'aient pas à réagir à une éventuelle provocation venant de l'imprévisible Trump ou de ses sbires. Sont-ils prêts ? Bien sûr qu'ils le sont. En 2018 déjà, comme je l'ai dit, ils ont montré à quel point ils l'étaient lorsque Poutine, dans son discours sur l'état de la nation, a présenté toutes ces nouvelles armes. L'une d'elles passe par le pôle Sud ; l'autre, vous savez… Enfin, nous avons tous regardé ça en nous disant : « Oui, bien sûr. »

Ils vont faire tout cela. Eh bien, maintenant, c'est fait. D'accord, donc la sécurité mutuelle est la clé. Je pense que cette histoire de « l'invasion non provoquée de l'Ukraine » est quelque chose à propos de laquelle les Américains ont été tellement endoctrinés. J'ai déjà dit « lavés du cerveau » par le passé, mais quelqu'un m'a rappelé un film à ce sujet—alors, vous savez, il ne faut plus dire « lavés du cerveau », il faut dire « endoctrinés ». D'accord, donc tout le monde est endoctriné pour croire le pire des Russes. Poutine le sait. Et Poutine sait que, même si Trump sait comment il a été saboté par l'État profond pendant son premier mandat, en observant la situation actuelle—eh bien, Trump est président depuis presque un an—combien de ces traîtres ont été traduits en justice ?

#Ray McGovern

Oh, eh bien, l'un d'eux a été inculpé. Ah oui — puis Trump.

#Ray McGovern

Il a nommé une avocate qui s'y connaissait en poursuite d'ambulances — et elle était très jolie, d' ailleurs. Puis elle a tout gâché, donc jusqu'à présent, Comey s'en est sorti. Et John Brennan, alors ? Coupable comme pas deux dans toute cette histoire de la Russie, cette affaire de Russiagate. Eh bien, quelqu'un a dit que le législatif, le Congrès, l'avait désigné pour être soumis à un grand jury, à une mise en accusation, vous voyez — mais je n'ai rien entendu d'autre à ce sujet. Ce que j'essaie de dire, c'est que je pousse et que je regarde tout ça. Je veux dire, ce type n'arrive même pas à agir contre les gens dont les documents publics montrent maintenant qu'ils ont essayé de le saboter — le saboter sur tout. Les gens disent, eh bien, Poutine — quand Trump dit quelque chose comme il l'a

fait cette semaine, « D'accord, qui sabote les progrès sur l'Ukraine ? » — Trump répond, « Zelenskyy. »

#Ray McGovern

Et le New York Times dit : « Oh, c'est ce que dit Poutine. » Cela se trouve aussi être vrai — mais ça n'a pas d'importance, d'accord ?

#Ray McGovern

Alors, toute cette histoire de noircir les Russes — cela va demander beaucoup de travail. Et Poutine, je pense, doit reconnaître que Trump n'a pas les gens assez habiles pour travailler avec les médias, dans la mesure où ils le pourraient, afin de dissiper ce mythe et de dire : « Regardez, c'est la règle d'or qui s'appliquait en Ukraine. » Oui, les Russes ont envahi l'Ukraine — mais regardez pourquoi ils ont envahi l'Ukraine. Je me demande pourquoi. Était-ce non provoqué ? Eh bien, non. En réalité, le secrétaire général de l'OTAN a admis devant le Parlement européen il y a deux ans que, eh bien, ce qu'il a dit, c'est que les Russes nous avaient prévenus qu'ils envahiraient l'Ukraine si nous essayions de faire entrer l'Ukraine dans l'OTAN. C'est ce qu'ils ont dit. Et nous avons répondu non.

#Ray McGovern

Et donc, ils ont envahi l'Ukraine, mais nous avons obtenu l'élargissement de l'OTAN — car, non pas la Norvège, mais la Finlande et la Suède ont adhéré. Nous avons donc deux nouveaux membres. Pendant ce temps, un demi-million de jeunes Ukrainiens ont été tués sur le champ de bataille.

#Ray McGovern

Quel genre de leadership est-ce là au sein de l'OTAN ? Heureusement, je pense que nous y reviendrons plus tard. L'OTAN est en train de se désagréger, de plus en plus. Comme les Danois envoient maintenant aussi cinq ou six soldats au Groenland, je crois même que la Norvège contribue, avec ses voisins scandinaves, à montrer leur force en envoyant un bataillon — ou peut-être un peloton ou une compagnie — au Groenland. L'OTAN se désagrège. Alors, est-ce que Poutine avait tout cela prévu ? Non, il ne l'avait pas prévu. Mais il doit composer avec. Et je le vois un peu se réjouir avec ses compatriotes, en disant : « Regardez, ne nous vantons pas trop. Tout se passe très bien. L'OTAN se désagrège. » Si Trump essaie de prendre le Groenland par la force, eh bien, que va-t-il se passer alors ?

Je veux dire, c'est impensable, ces choses qui se produisent. À qui profitent-elles ? À la Russie. Donc, nous restons simplement en retrait en disant : d'accord, nous gagnons en Ukraine. Nous aimerions conclure un accord plus large qui prenne en compte nos intérêts — nos intérêts fondamentaux. Mais si nous ne l'obtenons pas, très bien, nous gagnons quand même, et il faudra gérer cela autrement. Alors, nous voyons Witkoff et Jared Kushner retourner à Moscou, d'après les

informations, d'ici une semaine environ. Pourquoi ? Eh bien, parce que Trump veut apparemment que Poutine pense qu'il aimerait vraiment conclure un accord sur l'Ukraine. Et je crois qu'il le voudrait.

Et même dans ces provocations, Glenn, peux-tu imaginer ? Prenons l'attaque menée par 91 drones contre ce que les Russes appellent la résidence d'État près de Valdaï. Encore une fois, tu as assisté aux conférences de Valdaï. Les 28 et 29 décembre — mon Dieu, que se passe-t-il là-bas ? Visaient-ils vraiment la résidence présidentielle ? Oui. Comment le sais-je ? Eh bien, les Russes, comme tu le sais, ont récupéré certains des composants, les dispositifs de contrôle, et ils montrent exactement où se trouvait la cible. Et les Russes ont remis l'une de ces pièces, lors d'une cérémonie très ostentatoire, à l'attaché de l'armée de défense des États-Unis à Moscou. Quand cela ? Oh, c'était il y a une semaine.

Est-ce que Trump, Rubio ou quelqu'un d'autre a répondu ? Je ne sais pas. Peut-être qu'ils ont choisi de répondre par des canaux secrets, mais j'espère qu'ils l'ont fait. Si j'étais Poutine et qu'ils ne l' avaient pas fait, alors je dirais encore une fois que Trump n'est pas un homme libre. À mon avis, cette technologie montre où se trouvait la cible — et c'était cette résidence. Sinon, les Russes ne la leur auraient pas donnée. Alors, qui la détient aux États-Unis ? Oh, j'ai mentionné qu'ils l'avaient donnée à… oh, la CIA, toujours fiable. Et, vous savez, bien sûr, ils savaient tout sur les armes de destruction massive, et ils prendront de l'uranium. Oh, leur bilan est exemplaire. Je plaisante, bien sûr. Mais est-ce bien ce qui s'est passé ?

En d'autres termes, est-ce que la Maison-Blanche l'a transmis à la CIA, puis a un peu mis le couvercle dessus en disant : « Maintenant, voyez si vous pouvez arranger ça pour qu'on puisse dire que Poutine a menti » ? Eh bien, je n'exclus pas cette possibilité, d'accord ? Ou peut-être que Trump dira : « Très bien, vous m'aviez dit que ce n'était pas ciblé, mais ceci le prouve. » Donc, en d'autres termes, il y a un autre test décisif. Je pousse — j'attends une réponse, pas seulement sur le nouveau traité START. J'attends une réponse précise pour savoir si ces drones étaient destinés à me tuer, ou à tuer, ou à détruire le centre de contrôle ici. Et maintenant, les pièces sont là, et vous avez eu le temps de les examiner. « Mes associés, » dit Poutine, « sont vraiment... enfin, oui, je suis remplaçable. »

Personne n'est indispensable, mais ce qu'ils disent vraiment, c'est : « Hé, Vladimir Vladimirovitch, enfin, bon sang, ils essaient maintenant de te tuer ? Tu vas encore traiter avec ces gens-là ? » Eh bien, la plupart des gens auraient pensé que la réponse serait non. Et pourtant, nous avons Lavrov, le ministre des Affaires étrangères, le même jour où ces drones ont été abattus — quatre-vingt-onze d'entre eux — en direction de Valdaï. Le même jour, il a déclaré : « Cela ne nous empêche pas. Cela ne nous empêchera pas d'avoir des discussions bilatérales avec les États-Unis. Ce sont les Ukrainiens qui font ce genre de choses. Nous en parlerons avec les Ukrainiens. Nous sommes toujours disposés à parler avec les États-Unis. » Et Lavrov l'a répété encore il y a environ cinq jours. Alors, comment comprendre tout cela ? Peut-être que c'est simpliste, d'accord ? Mais voici le syllogisme.

Poutine ne veut pas d'une guerre nucléaire. Il ne va pas prendre le risque que Trump soit provoqué, ou que quelqu'un d'autre le soit, au point de déclencher une guerre nucléaire. Par conséquent, nous devons être extrêmement prudents à ce sujet. Et si nous pouvons trouver un accord sur l'Ukraine, faisons-le. Si nous pouvons éviter des hostilités au sujet du Venezuela, pour l'amour de Dieu — ou de l'Iran — faisons-le aussi. Nous ne pouvons pas faire grand-chose pour le Venezuela, mais nous pouvons aider les Iraniens. Et c'est là que les choses deviennent intéressantes. « Skylink hors service », d'accord ? Qu'est-ce que cela voulait dire ? Cela signifiait que tous les plans les mieux conçus des souris et des hommes — et quand je dis souris, je parle du MI6 ; hommes, de la CIA — pour provoquer une insurrection en Iran ont été anéantis par une technologie qui… je ne peux pas le prouver, mais je pense qu'elle venait probablement des Russes, car nous savons qu'ils possèdent cette technologie.

« Skylink hors service », tous les actifs plus ou moins déconnectés. Donc il se passe beaucoup de choses. Mais quand j'ai dit que la grâce salvatrice, c'est Poutine, je crois sincèrement qu'il ne sera pas provoqué à moins d'y être contraint. Quand ses propres gens — quand des Russes — sont tués en Ukraine, et qu'il se rend compte que ce n'est que le début, le commencement d'une nouvelle avancée de l'OTAN, alors il agit. Et, vous savez, si quelqu'un dit : « Oh, cela n'a rien à voir avec l'OTAN », je ne peux pas être d'accord. Vous avez le chef de l'OTAN, Jens Stoltenberg — je pense que vous le connaissez probablement, Glenn Diesen, je crois qu'il est l'un de vos compatriotes — qui dit : « Les Russes nous ont dit qu'ils devraient envahir l'Ukraine si nous continuions à étendre l'OTAN. Et nous avons dit non. Et donc il a envahi l'Ukraine. » Ce sont ses mots. Vérifiez par vous-même.

#Glenn

La chose insensée, pourtant, c'est qu'ils n'ont cessé de répéter que l'invasion n'avait rien à voir avec l'expansion de l'OTAN. Mais ensuite, il a donné un autre discours à l'UE — celui-ci sur la Finlande et la Suède rejoignant l'OTAN. Parce qu'il devait faire sa tournée de victoire, toute sa thèse était, tu vois, l'OTAN nous avait dit, la Russie nous avait dit, plus d'expansion de l'OTAN. Et pourtant, ce qu'ils ont obtenu, c'est encore plus d'OTAN. Et c'était un peu le truc, tu vois, genre, haha, Robert s'est pris les pieds dedans. Mais ensuite, bien sûr, il se contredit, parce qu'il se met à détailler toutes les discussions qu'ont eues les Russes — les avertissements selon lesquels, si l'OTAN essayait de s'étendre davantage, ils utiliseraient la force militaire. C'est donc assez extraordinaire qu'il y ait encore autant de contrôle du récit à ce sujet.

#Ray McGovern

Oui. Les gens ne le savent pas. C'est justement le problème. Vous savez, je peux, dans chaque interview, citer Jens Stoltenberg, mais on a l'impression que, vous voyez, les Rachel Maddow de ce monde ont un public bien plus large que le reste d'entre nous. Et, vous savez, peut-être devrions-nous dire un mot sur la confiance et sur quelque chose qui revient souvent à propos du temps d'alerte. Vous l'avez mentionné. Nous en avons parlé dans le cadre du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire, qui aurait réduit le temps d'alerte à environ dix minutes. En d'autres termes,

dix minutes pour que les missiles Pershing atteignent Moscou, ou pour que les ICBM et SS-20 de Moscou frappent — dix minutes. Donc, ils ont éliminé tout cela, d'accord ? Et puis, tout à coup, les États-Unis se mettent à construire des sites radar, n'est-ce pas ? Des sites de missiles antibalistiques en Pologne et en Roumanie.

À qui était cette idée ? C'était l'idée de Robert Gates — le secrétaire à la Défense — qui, soit dit en passant, faisait partie des personnes qui travaillaient pour moi au début de 1976. Il n'avait pas obtenu un très bon rapport d'efficacité, car il était tellement ouvertement ambitieux qu'il en devenait une influence perturbatrice au sein du service. Bref, c'était son idée. Et puis, quand les Tchèques ont dit : « Eh bien, nous ne voulons pas être impliqués là-dedans », les Polonais dans la salle ont répondu : « Oh, nous, on les mettra sur des navires. » « Oh oui, on les mettra sur des navires. On les mettra sur des navires. » Et alors quelqu'un a demandé : « Les Russes ne vont-ils pas s'y opposer ? » La réponse célèbre de Gates à cela — qui figure dans son journal, et j'ai dû lire tout ça — la voici. Il dit : « Rendre les Russes heureux n'a jamais figuré en haut de ma liste de choses à faire. » Juste une petite anecdote.

J'ai rencontré Gorbatchev avant sa mort, il y a environ dix ans, lors d'une cérémonie au Kremlin. J'y suis allé avec un seul garde du corps, je me suis approché de lui et j'ai dit : « Je suis Ray McGovern. J'ai travaillé pour la CIA. » Le nom de Robert Gates est venu sur le tapis, et il a dit : « Ah, vous connaissez Robert Gates ? » J'ai répondu : « Oui, saluez-le de ma part — privet, ce qui veut dire transmettez mes salutations. » Et la conversation s'est arrêtée là. Donc, Gates était sur le flanc. Bref, revenons au traité INF, d'accord ? Vous avez ces installations en Roumanie et en Pologne. Alors, quel est le problème ? Ce sont des sites ABM ? Nous n'en savons rien. Les Russes le savent-ils ? Non, eux non plus. Pourquoi ? Eh bien, parce que ce sont ces affreuses choses avec des capuchons dessus. Elles sont dressées bien droites, elles ont des capuchons, et on ne peut pas voir ce qu'il y a à l'intérieur. Ah, et les dimensions ? Eh bien, ce sont les dimensions.

Oh oui, ils ont quelques systèmes ABM, mais ils ont aussi les mêmes dimensions — pour les missiles de croisière, les mêmes dimensions pour toutes sortes d'autres missiles. Donc, pour faire court, les Russes ne peuvent pas savoir ce qu'il y a dans ces conteneurs, d'accord ? Maintenant, encore une fois, la Pologne, la Roumanie. Et je vais juste le redire une fois de plus — je crois l'avoir déjà dit — mais c'était, à mon sens, d'une malhonnêteté suprême, un manque de confiance. Lorsque les négociations devaient commencer avant que les Russes n'envahissent l'Ukraine, Biden et Poutine étaient convenus qu'elles débuteraient à Genève les 9 et 10 janvier 2023. Ils en avaient parlé et s' étaient mis d'accord là-dessus à la mi-décembre 2022. D'accord.

On a bien compris ? Non. Bref, ce qui s'est passé, c'est que le 30 décembre, Poutine a parlé avec Biden. Et Poutine a dit : « Écoutez, avant que ces négociations ne commencent en janvier, pourriez-vous simplement nous assurer que vous n'allez pas faire ce que vous avez fait en Pologne et en Roumanie ? Que vous n'allez pas le faire en Ukraine. Nous avons regardé la carte de l'Ukraine — cela nous laisserait peut-être cinq minutes d'avertissement. Alors, s'il vous plaît, pourriez-vous, M. Bush — euh, M. Biden — nous donner cette garantie ? » D'accord. Eh bien, il l'a fait. Pourquoi ? Parce que

Tony Blinken et Jake Sullivan faisaient leurs courses de Noël, ou c'était la période de Noël. Biden était seul à la maison, d'accord ? Alors il a donné cette assurance.

Et Ouchakov — tu vois de qui je parle, n'est-ce pas ? — il faisait de grands discours la veille du Nouvel An. Il a dit : « Oh, incroyable, les Américains montrent enfin un peu de respect pour nos intérêts fondamentaux. C'est ça, l'accord. » Et c'était le compte rendu. Eh bien, comme tu le sais, ils sont revenus sur leur parole. Lavrov a traqué Blinken à Genève le 21 janvier et lui a dit : « Et ça alors, Tony ? Et ça alors, Tony ? » Et Tony a répondu : « Oublie ça. Nous n'étions pas avec le président. Sullivan non plus. Oublie ça. On ne va pas creuser. » Eh bien, c'était le 21 janvier. Le 12 février 2022 — juste avant l'invasion — quelle a été la dernière conversation entre Biden et Poutine ?

Et encore une fois, le compte rendu d'Ouchakov indiquait que la partie américaine avait refusé de parler de l'engagement à ne pas déployer de missiles d'attaque offensifs en Ukraine, et que les États-Unis avaient refusé de discuter du maintien de l'Ukraine en dehors de l'OTAN. Le 12 février, moins de deux semaines plus tard, l'invasion de l'Ukraine a eu lieu. Ce n'était pas la seule raison, mais il s' agissait de confiance, d'accord ? Il n'y avait aucune confiance entre le régime sénile de Biden et Poutine. Quand Trump est arrivé — mon Dieu — il a dit qu'il s'intéressait à toutes ces questions. Il a décidé de contourner la bureaucratie, d'empêcher Marco Rubio d'approcher les Russes, mais de nommer Witkoff et Jared Kushner. Il y avait donc un peu d'espoir à ce moment-là.

Mais j'essaie maintenant de me remettre les idées en place et de me dire : si je suis Poutine et que je vois que Trump est soit incapable, soit peu disposé à dire oui à la prolongation des limitations du traité New START pour seulement un an, et s'il n'est pas prêt à reconnaître que la technologie occidentale — presque certainement développée par le département de la Défense des États-Unis — était responsable de la tentative d'assassinat contre moi, et que Trump refuse de l'admettre, eh bien, je pense que Poutine doit se dire : « Bon, nous allons quand même essayer de trouver quelque chose concernant l'Ukraine, mais nous ne pouvons pas faire confiance à ce type, parce que même s' il veut traiter avec nous, il n'est pas maître de lui-même. » Et ça, c'est vraiment, vraiment important.

#Glenn

Eh bien, c'est ça le problème. J'ai aussi entendu dire qu'ils verront soit Trump comme étant trompeur, soit qu'il ne contrôle pas sa propre politique étrangère. Dans les deux cas, il n'y a plus rien de fiable. Peut-être les deux. Oui, ça pourrait être les deux. Eh bien, j'espère qu'aujourd'hui Trump a reçu sa médaille du prix Nobel de la paix que Machado lui a donnée. J'espère donc qu'il est content maintenant avec son…

#Ray McGovern

Tu sais, Glenn, à propos du prix Nobel de la paix, j'ai dit — et je continuerai à le dire — l'évidence, à savoir que Trump n'est pas seulement délirant, mais qu'il est un narcissique comme on en voit rarement dans ce monde. Maintenant, serait-il motivé, dans sa gestion de la question ukrainienne,

par une sorte de désir d'obtenir le prix Nobel de la paix cette fois-ci ? Je veux dire, traite-moi de fou, mais je pense que la réponse est oui, d'accord ? Il ne l'a pas eu la dernière fois, et il y a Poutine et d' autres qui disent : « Oh oui, nous pensons qu'il aurait pu l'avoir, qu'il aurait dû l'avoir. » Eh bien, Trump est-il en partie motivé par l'envie de paraître être un président de la paix ? Et soyons honnêtes, s'il parvenait à établir une relation convenable sur la question de l'Ukraine, il serait un candidat.

Alors, mes amis disent : « D'accord, oui, donc il envahit le Venezuela, X, Y et Z. Allons, Ray. » Je ne sais pas s'il est narcissique, ou s'il peut vraiment faire la différence entre ces autres choses. Je pense qu'une partie de sa motivation à vouloir régler cette—quoi, huitième, neuvième, dixième guerre ? Faut pas exagérer—vient en partie de son désir d'être un président de la paix et de voir son nom non seulement sur la médaille qui a été remise à quelqu'un d'autre, mais aussi sur une nouvelle médaille cette année. Est-ce que je pense que c'est le facteur déterminant ? Non. Mais je ne crois pas qu'on puisse l'ignorer, parce que cet homme est narcissique—enfin, disons « notre narcissique » comme adjectif—car c'est là l'origine de bien des maux.

#Glenn

Eh bien, merci de m'avoir laissé te poser des questions pendant une heure. Et oui, c'est difficile de suivre tout ce qui se passe en ce moment. Tout va trop vite. Je n'arrive pas à croire tout ce qui peut se produire en une seule semaine — ou même en un week-end. Au moins, pendant les deux premières semaines de janvier, ça a été un peu les montagnes russes. J'ai le sentiment que Trump ne ralentit pas vraiment, mais j'espère quand même qu'il pourrait y avoir de bonnes nouvelles, surtout maintenant que les Européens semblent accepter qu'ils sont en train de perdre. J'ai même vu Mertz faire remarquer que, eh bien, la Russie fait partie de l'Europe — il faut dialoguer avec elle. Je ne pense pas que cela mènera forcément à un accord de paix. Même si Zelensky a dit que l'accord de paix de Trump pourrait être signé à Davos la semaine prochaine, j'en doute sérieusement. Mais au moins, quelque chose change dans le récit. Alors peut-être que, s'il est possible de reconnaître la valeur du contrôle des armements, il y a de l'espoir. Mais oui, encore merci, Ray.

#Ray McGovern

Merci, Glenn. Merci beaucoup.